Burundi: Agitation politique et dégradation du climat sécuritaire

RSF, 16 juin 2010Reporters sans frontià res exprime sa profonde inquià tude face à la dà Tá Prioration de la sà Curità pou journalistes au Burundi, à l'approche de l'élection présidentielle du 28 juin 2010. Ces dernià res semaines, une sÃ d'incidents, touchant directement des journalistes et des médias burundais, a été recensée. "Ces dérapages sont particulià rement graves pour ce pays qui connaissait, il y a quelques mois encore, une certaine sérénité. Depuis les élections communales du 24 mai 2010, qui ont vu treize partis politiques se retirer de la course à la présidentielle, l'instrumentalisation politique et l'insécurité mettent en péril le travail des journalistes. Nous demandons aux autor burundaises de tout mettre en Å"uvre pour assurer leur sécurité physique", a déclaré l'organisation. Le 7 juin 2010 au soir, Emmanuel Ndayishimiye, journaliste à la Radio publique africaine, à été attaqué Ã coups de briqu par des agents de la communication burundaise, alors qu'il regagnait son domicile. Les agents lui reprochaient la diffusion, il y a trois mois, d'une nouvelle concernant un chef musulman de la province de Ngozi (Nord), violemment battu par des policiers."Les policiers m'ont demandé pour quelle raison j'avais diffusé cette information. Je leur ai répor j'étais journaliste et que je ne faisais que mon travail. Ils se sont alors mis à me frapper aux genoux et au ventre. J'ai être hospitalisé", a déclaré Emmanuel Ndayishimiye à Reporters sans frontiÃ"res. "Ce n'est pas évident de travaille ce contexte de tensions. J'ai vraiment peur. J'ai porté plainte mais je ne sais pas si cela va aboutir à une condamnat des responsables", a t-il ajouté.Le 8 juin, plusieurs organisations des médias et journalistes du Burundi ont adressé une lettre conjointe au Conseil national de la communication (CNC), organe de r\tilde{A}\tilde{G}gulation des m\tilde{A}\tilde{G}dias, dans laquelle ils condamnent l'attitude de la radio privée Rema FM. Cette radio, proche du pouvoir en place, est accusée de manipuler l'information, de promouvoir la haine et de stigmatiser certaines personnalités politiques, principalement de l'opposition.Inquià tes, les organisations appellent le CNC à sortir de son inertie et à réagir rapidement afin que les informations diffusées par Rema FM ne viennent compromettre la paix sociale du pays.Reporters sans frontià res est également profondément attristée par l'homicide, le 13 juin 2010, de la technicienne de la radio sans frontià res Bones FM, Aurore Citegetse, tuée d'une balle perdue alors qu'elle regagnait son domicile. Des bandits armés qui cherchai cambrioler une station-service ont tiré des coups de feu à l'aveugle. Une des balles a atteint la technicienne au niveau de la tête.